

LES CHIFFRES DU MOIS



La Birmanie est classée au **9e rang** des pays les plus censurés au monde, selon le Comité pour la protection des journalistes, aux côtés du Vietnam (6e), de la Chine (8e), de l'Erythrée (1er) et de la Corée du Nord (2e).

Les gardes-frontières bangladais ont renvoyé
514 rohingyas
en Birmanie au mois de mars,
dont 319 hommes, 129 femmes et 68 enfants.
Ils ont été arrêtés alors qu'ils entraient illégalement
sur le territoire bangladais.



Selon le ministre adjoint des affaires intérieures, le
Brigadier général Kyaw Zan Myint, des mesures ont été
prises à l'encontre de
277 militaires birmans,
dont 50 officiers pour avoir recruté des enfants soldats.

LES ÉVÉNEMENTS CLEFS DU MOIS

Après 3 mois d'affrontements, le conflit continue dans la région du Kokang. Au moins 7 affrontements ont été recensés entre les forces armées birmanes et la Myanmar National Democratic Alliance Army (MNDAA) au mois d'avril. Les rebelles kokang accusent l'armée birmane d'avoir utilisé des armes chimiques, provoquant des nausées et des vomissements chez les troupes de la MNDAA. Le Programme Alimentaire Mondial estime à 78 000 le nombre de personnes déplacés depuis la reprise du conflit en février 2015.



Un conflit éclate dans l'Etat d'Arakan et l'Etat Chin. Au mois d'avril, après s'être battue au côté de la MNDAA, l'Armée d'Arakan (AA) a affronté les forces de la Tatmadaw pour obliger le régime birman à l'inclure aux négociations de paix. Au moins 8 affrontements ont opposé les 2 armées et conduit plus de 400 personnes à fuir leur village. Lors de ces attaques, l'armée birmane aurait commis des violations des Droits de l'Homme contre les civils chins et arakanais. Une vingtaine de personnes auraient été arrêtées pour leurs liens présumés avec l'AA, et au moins 5 auraient subi des actes de torture. Plusieurs villages ont été incendiés et l'armée birmane a limité l'accès humanitaire et la distribution d'aide.

L'armée birmane continue de commettre des violations des Droits de l'Homme contre les civils kachin, shans et karens. Malgré l'ébauche d'accord de cessez-le-feu conclu fin mars entre les représentants des groupes armés ethniques et du gouvernement, au mois d'avril, la Tatmadaw a continué de lancer des offensives contres l'armée Kachin (KIA), l'armée Ta'ang (TNLA) et l'armée Karen (KNLA). Au moins 15 affrontements ont été recensés ainsi qu'une tentative de viol sur une fillette de 14 ans et le meurtre de 2 civils.

La Birmanie s'excuse auprès de la Chine mais recommence à bombardier son territoire. Le 2 avril, le gouvernement birman s'est officiellement excusé d'avoir bombardé au mois de mars, le territoire chinois, proche de la région du Kokang, provoquant la mort de 5 de ses ressortissants. Toutefois le 28 avril, le porte parole du Ministère de l'intérieur chinois a déclaré que d'autres bombes étaient de nouveau tombées sur le territoire depuis l'incident et a appelé le régime birman à prévenir tous nouveaux débordements.



Le régime birman a confisqué plus de 300 000 cartes d'identité temporaires « white cards » dans l'Etat d'Arakan, en dépit des inquiétudes des Nations Unies. En avril, les fonctionnaires de l'immigration dans l'Etat d'Arakan ont confisqué des milliers de carte d'identité temporaires avant même l'échéance du 31 mai. Dès le 3 avril, conformément à l'ordre du Président Thein Sein, le régime a mis en place une « Commission consultative pour l'examen des lois, règles et régulations et des tâches relatives aux cartes temporaires



d'identité ». Le 28 avril, les fonctionnaires ont indiqué avoir collecté 300 000 cartes et s'attendent à récupérer les 330 000 autres cartes délivrées dans l'Arakan d'ici à la fin mai. Près de 83% des détenteurs de ces cartes dans cet État s'identifient en tant que rohingyas. Depuis des décennies, ces cartes ont été utilisées, principalement par les rohingyas, pour accéder aux services publics. Les saisir revient à leur renier certains droits fondamentaux, dont le droit de vote qui leur était reconnu auparavant. Le 24 avril, le Secrétaire général de l'ONU a renouvelé son inquiétude quant à l'inaction du gouvernement pour régulariser le statut des détenteurs de « white cards » et a appelé le régime de résoudre le problème de citoyenneté des rohingyas avant les élections générales de 2015. Le rapporteur spécial pour les Droits de l'Homme de l'ONU avait déjà officiellement exprimé sa préoccupation sur la situation de cette minorité musulmane.

La NLD se montre prudente sur les élections de novembre. En avril, lors d'un entretien de presse, Aung San Suu Kyi s'est montrée critique à l'encontre du régime et prudente envers les engagements électoraux de son parti. Le 3 avril, elle a affirmé que le Président Thein Sein n'était pas sincère à propos des réformes et n'a pas exclu la possibilité d'un boycott des élections de la NLD. Le 9 avril, à l'occasion d'une conférence de presse à Nay Pyi Daw, elle a salué l'organisation de discussions à 6 parties sur une réforme constitutionnelle et a rappelé le besoin d'amender la Constitution. Elle a encore refusé d'exclure la possibilité d'un boycott électoral.



Les autorités birmanes ont, temporairement, interdit la vente de préservatifs, de pilules contraceptives et de Viagra durant la période de Thingyan, le nouvel an bouddhique, pour "réduire le nombre de crimes sexuels". Les professionnels de la santé n'ont pas été formellement informés par une communication officielle, publique et claire qui aurait, notamment, donné les détails des produits et marques interdits. Ils ont fait part de leurs doutes quant à l'efficacité d'une telle mesure sur les crimes sexuels, expliquant que le Viagra n'incite pas au viol. Ils ont suggéré que les autorités interdisent plutôt les produits utilisés par les violeurs pour droguer leurs victimes. La police a menacé d'arrêter tout contrevenant, pharmacien ou autre, les produits n'ont donc pu être que sur le marché noir.



Après le sauvetage de 257 migrants birmans mis en esclavage, une compagnie de pêche indonésienne reconnaît des abus. Le 3 avril, suite au rapport d'enquête d'une organisation américaine de médias (Associated Press) du 25 mars, faisant état de travail forcé de migrants retenus captifs dans l'industrie de la pêche, des représentants du gouvernement indonésien ont porté secours à ces 257 birmans sur l'île Benjina. Le 15 avril, un représentant de l'entreprise indonésienne (PBR) a admis que la compagnie avait soumis ses employés birmans à des traitements inhumains et que nombre d'entre eux étaient morts, mais il a nié les allégations d'esclavages.

L'Assemblée nationale birmane a approuvé, le 7 avril, la motion amendant la loi sur l'Éducation Nationale à la suite de l'approbation de cette version le 26 mars. Ces textes de loi ne répondent pas aux différentes demandes des étudiants, ils n'incluent pas la liberté de créer des unions étudiantes indépendantes ni l'engagement de consacrer 20% du budget nationale à l'éducation dans les 5 ans.

Les anciens dirigeants de l'ASEAN exhortent l'organisation à prendre des mesures à l'encontre de la Birmanie. Le 22 avril, ils ont, pour la première fois, envoyé une lettre publique aux dirigeants actuels de l'ASEAN en vue du sommet du 26 avril, exprimant leur inquiétude quant à la montée de l'intolérance ethnique et religieuse en Birmanie qui minerait le processus de réforme du pays et affecterait le développement communautaire régional. La lettre, signée par des hommes politiques, appelle l'ASEAN à activement travailler en collaboration avec la Birmanie pour mettre en œuvre les résolutions de l'ONU sur la Birmanie. Ces résolutions avaient notamment été adoptées par consensus par l'ASEAN. Le 24 avril, le ministre des affaires étrangères de la Malaisie a indiqué que la situation des rohingyas ne pouvait pas être considérée comme un problème interne et devrait être abordée au sein de l'ASEAN. Cet appel a, en outre, été porté par toutes les organisations de la société civile de l'ASEAN.



Win Tin, journaliste, était l'un des plus anciens prisonniers politiques birmans. Il a décrit son temps passé en prison de 1989 à 2008 comme un véritable enfer. A sa libération, il a refusé de rendre sa chemise bleue de prisonnier, et s'est engagé à la porter chaque jour, jusqu'à ce que tous les prisonniers politiques soient libérés. Il a continué à porter une chemise bleue jusqu'à sa mort. Le 21 avril était le premier anniversaire de sa mort. Pour honorer sa mémoire et demander la libération des prisonniers politiques en Birmanie, des milliers de personnes à travers le monde, et notamment en France, ont porté des vêtements bleus! Merci à tous!



LES FOCUS DU MOIS

LA COMMUNAUTÉ LGBT EN BIRMANIE



Le principal problème que rencontre la communauté LGBT en Birmanie est l'existence de l'article 377 du Code pénal birman. Il dispose que la sodomie est illégale puisqu'elle constitue « un acte contre nature ». Cet article n'a été mis en œuvre qu'une seule fois pour condamner un transsexuel mais de nombreuses personnes ont été arrêtées en vertu de ces dispositions. Le simple fait qu'il existe crée un espace pour l'homophobie et une pression pour la communauté LGBT.

En 2014, 7 transsexuels ont été arrêtés et abusés sexuellement pendant leur garde à vue, ils ont également fait l'objet d'insultes et été contraints de signer une déclaration les engageant à ne plus jamais s'habiller en fille. Ces cas illustrent tout à fait l'homophobie des policiers et montrent le problème culturel qu'elle constitue en Birmanie.

Une autre loi vise directement la communauté LGBT, elle interdit de prendre part à une activité qui est susceptible de diffuser des maladies et MST. En effet, l'impression générale est que les homosexuels/transsexuels transmettent des maladies. Cet article est peu utilisé pour condamner des personnes, il est surtout mis en œuvre pour les arrêter et les harceler. Le pire réside à nouveau, dans l'existence même de cet article, il crée une pression sur les personnes concernées. Pour la communauté LGBT, une solution pour éviter les abus et les discriminations est de verser des pots de vins.

Le concept LGBT est nouveau en Birmanie. En règle générale, les personnes victimes d'agression ou de discriminations ne les reportent pas aux autorités et il est difficile de prouver le lien entre agression et identité sexuelle des victimes. La religion étant au cœur de la société birmane, l'homosexualité et la transsexualité sont encore taboues et très peu de personnes ne confient leur identité sexuelle à leur entourage, en particulier à leur famille.

Paradoxalement, la transsexualité est mieux tolérée que l'homophobie. Les transsexuels sont discriminés au quotidien, mais cela reste mieux accepté au sein de la société birmane. Beaucoup de birmans reconnaissent, par exemple, les transsexuels comme faisant partie de la société, puisqu'ils divertissent le peuple et font partie de spectacles. Ils constituent, ainsi, des « exceptions à la normalité ». Toutefois, aucun espace n'existe dans la société pour les femmes homosexuelles. Alors que les hommes gays sont relativement nombreux, les lesbiennes sont presque inexistantes.



&PROUD

YANGON LGBT FILM FESTIVAL 14 - 16 NOVEMBER
FRENCH INSTITUTE

ရန်ကုန် LGBT ရုပ်ရှင်ပွဲတော်

နိုဝင်ဘာလ၊ ၁၄ မှ ၁၆ ရက်နေ့အထိ။
ပြင်သစ်သံရုံး ယဉ်ကျေးမှုစင်တာ



Dans les zones rurales, le concept est particulièrement peu connu, des associations ont lancé un mensuel gratuit « Rainbow magazine ». Il s'agit du seul journal destiné à la communauté LGBT qui aborde le sujet ouvertement en Birmanie. Les responsables de ces associations reçoivent chaque mois des courriers de dizaines de lecteurs à travers le pays pour les remercier de cette aide précieuse qui leur a, parfois, « sauver la vie ». En effet, personne ne sait ce que c'est, n'en parle ni n'a des contacts pour avoir ou partager des informations.

Récemment, le festival du film LGBT a été organisé à Rangoun en partenariat avec l'Institut français. Plusieurs films, sur la signification et la vie quotidienne d'homosexuels et de transsexuels, ont été diffusés. Le festival a attiré plusieurs milliers de personnes sur 3 jours, ce qui constitue un signal fort et optimiste pour l'avenir et la reconnaissance de la communauté LGBT. En mars 2014, un couple homosexuel s'est même marié publiquement pour la première fois en Birmanie.

EN BIRMANIE, LE GOUVERNEMENT NÉGOCIE DES ACCORDS DE PAIX, MAIS SE RUINE POUR FAIRE LA GUERRE

Selon un nouveau rapport du think tank suédois, l'Institut International de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), la Birmanie est l'un des 20 pays dont les dépenses militaires représentent plus de 4% de son PIB. Sur cette liste figure également le Yémen, la Syrie, l'Arabie Saoudite, le Sud Soudan, le Tchad, la Libye, Israël, la Russie, le Liban et l'Irak.

La Banque Asiatique de Développement estime les dépenses militaires de la Birmanie à 4, 8% de son PIB. Pour se faire une idée plus précise, les dépenses militaires représenteraient 14 % du budget total du pays alors que les montants alloués à l'éducation et à la santé ne représenteraient conjointement que 7 à 8% des dépenses de l'État (moins de 5% pour l'éducation et moins de 3% pour la santé).



De plus, selon le rapport du SIPRI, la Birmanie, le Pakistan et le Bangladesh sont considérés comme trois des plus gros clients de la Chine pour leurs dépenses en équipement militaire. En 2014, la Birmanie aurait acheté à la Chine, à l'Inde et à la Russie des navires de guerre, des avions de combat, des hélicoptères militaires, des tanks, des lances roquettes et des équipements radar.

Ces données contrastent avec la volonté affichée du gouvernement birman, de parvenir à un accord de cessez-le-feu au niveau national. Le 30 mars 2015, les négociations entre la NCCT qui représente 16 groupes armés ethniques, et la Commission Gouvernementale pour le processus de paix (UPWC), ont donné lieu à une ébauche d'accord de cessez-le-feu.

Malgré cet accord historique, la signature de l'accord de cessez-le-feu définitif semble encore lointaine. En effet, il doit encore être signé par le gouvernement et par chaque groupe armé ethnique avant d'être

proposé au Parlement. Mais surtout, les affrontements continuent dans l'État Kachin et l'État Karen, ont repris au début de l'année 2015 dans l'État Shan et commencent tout juste dans l'État d'Arakan. Des dizaines de milliers de personnes ont été déplacées par les conflits depuis février, les violations des droits de l'homme continuent et la militarisation accrue des troupes birmanes dans les zones de conflits, laissent présager une intensification des conflits notamment dans la région du Kokang, la région de Hpakant et l'État Karen.

En janvier, le ministre adjoint à la défense, le Lieutenant-Général Wai Lwin a proposé au parlement birman un budget de 2,75 milliards de dollars pour les forces armées pour l'année fiscale 2015-2016. Ces prévisions budgétaires colossales ne semblent pas en ligne avec les perspectives de paix que promet le gouvernement birman depuis trois ans.

Toutefois, ces dernières années, l'emprise moins forte des militaires sur le pays a permis aux législateurs de contester certaines décisions budgétaires. En 2013, Aung San Suu Kyi, leader de l'opposition, faisait partie des députés qui appelaient à des amendements aux lois budgétaires, insistant sur le fait que le budget doit « représenter les désirs du peuple ».

Alors que les élections générales approchent, qu'un accord préliminaire de paix a été conclu et que l'État s'est engagé à augmenter le budget alloué à l'éducation, les dépenses militaires pourraient être revues à la baisse.

En attendant, l'avenir de la Birmanie est encore bien incertain, qu'il s'agisse de développement, de droits humains et bien évidemment de paix.

